Bulletin œcuménique

OCTOBRE 1981 NUMÉRO 7 PARAÎT 8 FOIS PAR ANNEE

interrogation

L'ARGENT N'A-T-IL PAS D'ODEUR ?

L'attitude du Conseil Oecuménique des Eglises, en retirant ses fonds des grandes banques suisses qui investissent en Afrique du Sud, nous stimule et nous interroge.
Il est bon que les institutions, surtout celles qui se disent au service de l'Evangile de Jésus-Christ, soient cohérentes avec la Parole qu'elles proclament. Beaucoup se lassent des discours et sermons sur la justice, la paix, le désarmement, l'amour entre les hommes...
Beaucoup ont soif de gestes concrets.
Depuis longtemps des hommes et des femmes sont exploités et humiliés, dans leur propre terre, par une minorité blanche, dominatrice et raciste, car elle possède le pouvoir politique et économique.
La réalité quotidienne des Noirs d'Afrique du Sud est intolérable.
Mais les condamnations en paroles ne font pas reculer le mur de l'argent. Celui-ci s'en accommode aisément. Et pendant ce temps, les bonnes affaires continuent...
Il faut donc attaquer ce régime oppresseur sur son propre terrain. Grignotons, voire retirons des pierres de cet autre mur de la honte !
Si donc des chrétiens et des Eglises d'Afrique du Sud m'interpellent et me disent : "L'argent que tu déposes, tranquillement, dans ton carnet d'épargne ou ton compte-courant à l'UBS ou la SBS, sert, de fait, à consolider le régime inhumain d'Afrique du Sud ! Le sais-tu ?". Alors, nous comprenons mieux le geste du COE et nous nous mettons à rêver :
Si chaque homme conscient (à commencer par les lecteurs de ce journal), chaque chrétien, si chaque paroisse catholique et protestante, en communion oecuménique, suivait ce bon exemple, ne serait-ce pas un début de réponse aux opprimés d'Afrique du Sud ?
Certes, nous ne nous faisons pas d'immenses illusions.
Mais plus nous serons nombreux, plus le signe sera efficace et plus il permettra de sortir de ce déprimant sentiment d'impuissance devant l'argent mal employé et qui fait dire à beaucoup : "A quoi bon lutter, on ne peut rien faire !"
L'heure n'est-elle pas venue, modestement, mais en vérité, de commencer à trouer le mur ?

Bernard BAVAUD

Rédaction
Ch. des Croix-Rouges 16
CH – 1007 Lausanne
CCP 10-10580

EIRENE
Service chrétien
international pour la paix
Comité suisse
Le Coin 43, CH-2314 La Sagne
CCP : 23-5046

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP : 17-7786

GVOM
Groupe volontaires
outre-mer
Le Coin 43
CH-2314 La Sagne
CCP : 10-20968

Chrétiens aujourd'hui

L'exemple viendrait d'ailleurs

Félix était le roi des copains, l'ami fidèle, le dépanneur, le consolateur, celui qui "était là".

Il y avait toujours dans sa chambre de célibataire, un lit pliant pour le copain en panne de pension et une assiette pour celui qui était en panne de salaire.

Nous célébrions ce jour-là un anniversaire et mon mari et moi l'avions invité à dîner. Quand il est arrivé vers midi, il arborait un sourire malheureux :"*Pardonne-moi Régina, je suis vêtu comme d'habitude* (il était peintre en bâtiments), *et ce n'est pas très propre. Je crois bien que j'ai égaré mon costume*".

A l'époque, 20 ans en arrière, quand un ouvrier comme lui ou mon mari disaient :"*mon costume*", c'était le seul costume, celui "du dimanche". Pressé de questions, il finit par nous avouer qu'il avait logé un copain en panne, et au matin en se réveillant, il n'était plus là, et le costume non plus !
Mon mari et moi l'avons gratifié d'un chapelet de conseils à retardement, du genre : "*Tu ne te méfies jamais, tu es bête à force d'être bon, etc., etc....*" Et son copain a eu droit à tous les mots les plus percutants de notre idiome. Alors cela l'a carrément fâché :
-"*Il ne faut pas dire du mal de lui, ce n'est pas sa faute s'il a été obligé de me le voler. Moi, j'aurais dû me rendre compte qu'il en avait plus besoin que moi*"...
Mon mari et moi l'avons regardé... et n'avons rien trouvé à dire.
C'est pas de l'amour ça ?

Cet amour, je l'ai aussi rencontré chez un couple de jeunes instituteurs. Un soir, j'ai été invitée à partager "une bouffe", comme ils m'ont écrit. J'avais pensé les trouver seuls ou avec quelques amis. Loin de là ! Je crois que nous étions une quinzaine. Marie nous avait fait une polenta monstre, franchement délicieuse, avec une sauce bolognaise.
En mangeant avec eux, d'autres personnes arrivaient et venaient manger ou disparaissaient dans l'une ou l'autre des chambres. A la fin, intriguée, j'ai fini par demander le nombre de personnes qui logeaient dans leur maison. En réalité, ils n'étaient que deux couples et leurs deux enfants.
-"*Mais..., que voulez-vous* - m'ont-il dit - *les deux jeunes filles que vous avez vu passer, sont Iraniennes, elles ont été expulsées de leur appartement, que faute de travail, elles n'arrivaient plus à payer. Elles n'ont pas droit au chomage, car elles sont en Suisse depuis très peu. Nous les logeons et les nourrissons, le temps de se retourner*".
-"Et la vieille dame? "
-"*Oh, c'est une triste histoire. Ses enfants ne venaient plus la voir, et seule dans son appartement, elle a fini par ne plus se faire à manger. Alors, elle a commencé par venir manger une assiette chaude de temps en temps, et maintenant elle loge chez nous parce que le gérant lui a donné son congé, et nous... elle ne nous dérange pas, on est toujours si nombreux avec les copains.*"
-"Et la jeune fille avec son enfant? " "
-" *C'est une copine. Elle était enceinte et ne voulait plus rester avec ses parents qui l'accablaient au lieu de l'encourager. Alors, comme il y a toujours quelqu'un à la maison, on garde les enfants à tour de rôle.*"

J'ai regardé autour de moi. La cuisine propre, simple, où chacun prenait, rangeait, ou lavait ses affaires. Le salon, où on se sent si à l'aise, assis sur un coussin ou par terre, et où les enfants qui jouaient n'embêtaient personne. Oui, la maison de mes jeunes amis sentait bon l'amour.
Voulez-vous savoir qui sont ces gens ?
Félix est un communiste convaincu, militant et n'ayant qu'un seul sujet de mépris : l'Eglise.
Mes jeunes amis : ils appartiennent à la ligue marxiste révolutionnaire.
Mais, si je ne vous l'avais pas dit... auriez-vous remarqué une différence quelconque avec le comportement d'un vrai chrétien ?

Régina MUSTIELES

LE NUCLEAIRE

RIDEAU DE FUMEE



L'assassinat d'Anouar el Sadate n'a fait qu'exacerber une angoisse latente dans notre monde. Les scénarios de crise, les fictions de bombardements nucléaires, les décisions de Reagan de développer l'arsenal nucléaire de son pays déclenchent un peu partout des appréhensions de troisième guerre mondiale, donc de fin du monde. La détermination des Etats-Unis de fabriquer la bombe à neutrons, d'une certaine manière, a été la goutte qui a fait déborder le vase.

Depuis lors, les mouvements pour la paix ont retrouvé un élan inconnu depuis 1968, dont la manifestation des 300'000 à Bonn (10.10.1981) est l'exemple le plus frappant. Il est nécessaire, mais non suffisant, me semble-t-il, d'emboucher la trompette d'alarme : dénoncer uniquement le danger nucléaire en soi risque d'attiser la volonté des partisans de l'ordre établi de renforcer "l'équilibre de la terreur".

Encore, faut-il poser la question des responsabilités ! Comme le disait Zbiniew Brzezinski en 1975 déjà, l'Occident craint davantage un affrontement Nord-Sud qu'un conflit armé Est-Ouest. Or, qui nous garantit que les armes nucléaires "tactiques" resteront au râtelier le jour où les pays en développement exploseront d'impatience à cause de l'immobilisme des pays industrialisés ?

Prenons garde que les décisions de Reagan - qui servent davantage à relancer l'économie U.S. qu'à conjurer un conflit Est-Ouest - ne soient le rideau de fumée cachant le refus des pays riches de partager les ressources mondiales avec les peuples du tiers monde.

Seul le désarmement permettrait de libérer les sommes nécessaires au développement ; or, le club des puissants empêche la réalisation d'un Nouvel Ordre Economique International, et diminue en valeur réelle son "aide" au développement.

Tant qu'on n'abordera pas ces problèmes pour les résoudre, la conflagration mondiale est sûre.

Théo BUSS

AIDE AU TIERS MONDE

Progression entravée

En 1980, le Conseil fédéral avait annoncé son intention de porter notre aide publique au développement à 0,31% du produit national brut (PNB) dès 1982. L'aide de la Suisse se serait ainsi rapprochée de celle de l'ensemble des pays industrialisés (0,34% du PNB en moyenne).

La réalisation de cet objectif est désormais renvoyée à des jours meilleurs. En effet, dans le budget 1982, l'aide au tiers monde fait partie des postes soumis à d'importantes restrictions, de même que la défense nationale. Elle n'augmente que de 5,2%, ce qui représente une croissance moins importante que celle du PNB ou du renchérissement. L'aide de la Suisse aux pays pauvres va par conséquent se stabiliser à 0,25% du PNB.

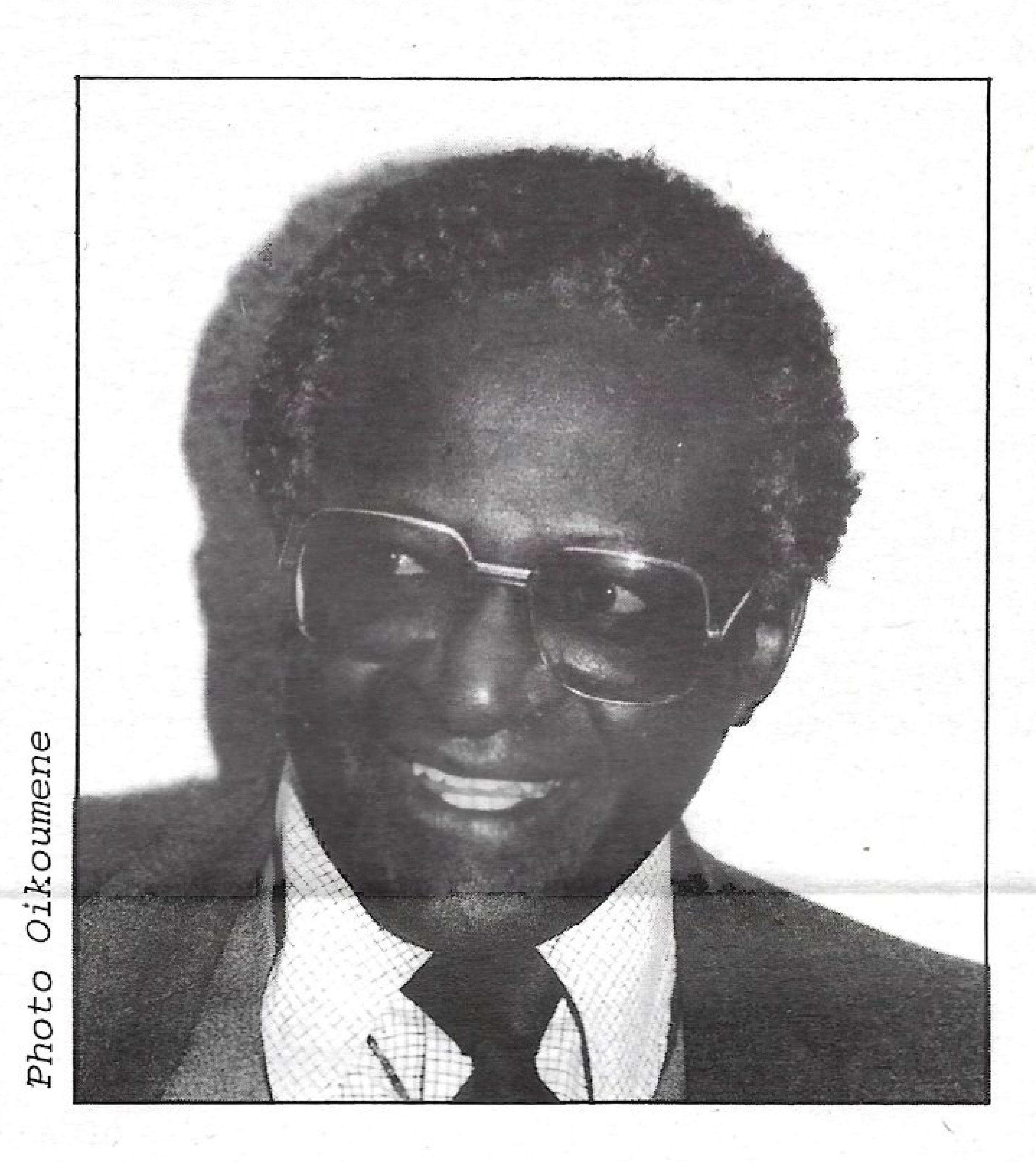
T.L.M. 6.10.81 J.-C. R.

EN 1982, C'EST EXACTEMENT LE CONTRAIRE QUI SE PRODUIT : LA PLUPART DES SUBVENTIONS ET AUTRES PRESTATIONS DE LA CONFEDERATION SONT REDUITES DE 10%, MAIS L'AIDE AU DEVELOPPEMENT DIMINUE DE 18,5 %.

(Les journaux)

Ce qui plaît aux Blancs déplaît aux Noirs

Suite à la controverse suscitée en Suisse par la décision du Conseil Oecuménique des Eglises de retirer ses fonds de trois banques, dont la Société de Banque Suisse et l'Union de Banques Suisses, nous donnons la parole à une voix autorisée, celle de Desmond Tutu. Cet évêque anglican est secrétaire général du Conseil Sud-Africain des Eglises.
Voici les propos qu'il a tenus récemment devant les étudiants de l'Université de Natal, tels que les rapporte le SOEPI (Service Oecuménique de presse et d'informations) de mai 1981 :


Photo Oikoumene

"PETTY APARTHEID"

Depuis quelque temps, le gouvernement, ses agents et ses partisans affirment qu'ils renoncent peu à peu à la discrimination fondée sur la race. Face à l'ampleur du changement qu'ils constatent autour d'eux, beaucoup de gens, surtout des Blancs, frisent l'extase: voyez comme tout change! Il y a de quoi en être tout désorienté.

Par exemple, dans les hôtels et restaurants dits internationaux, les Noirs peuvent maintenant manger et boire avec des Blancs. Personne ne semble s'aviser de ce qu'il est absurde qu'un établissement public doive se déclarer international pour pouvoir servir les autochtones. Et voyez à quel rythme disparaissent panneaux et écriteaux discriminatoires: maintenant, nous pouvons nous asseoir les uns à côté des autres dans les tribunaux et les bibliothèques; nous pouvons patienter ensemble dans les longues queues des bureaux de poste. Les entrées et les sorties séparées disparaissent. Tout individu peut aller s'installer sur un banc public sans qu'on pense qu'il va être contaminé parce qu'il est assis à côté de quelqu'un qui, par la couleur de sa peau, démontre son appartenance à une race inférieure.

Nous, les Noirs, voudrions pouvoir ressentir la même extase, mais c'est impossible. Une bonne partie de ce changement tant vanté consiste en réalité à rétablir les choses telles qu'elles étaient jusqu'en 1948, quand les nationalistes sont arrivés au pouvoir en manifestant une véritable obsession de la ségrégation.

Ils ne s'étaient alors pas contentés de demi-mesures: il fallait séparer ceci, séparer cela. Maintenant que cette politique a connu l'échec intégral, qu'elle n'a pas réussi à dissiper les tensions et les frictions comme elle avait prétendu le faire, et qu'elle crée en outre à l'Afrique du Sud une fâcheuse réputation dans le monde, on attend de nous que nous applaudissions ceux qui essaient de renverser des orientations désastreuses.

De toute manière, que signifie pour la majorité des Noirs le fait que quelques-uns de leurs frères et soeurs plus aisés puissent maintenant dîner dans des "cinq étoiles" luxueux, alors qu'eux-mêmes continuent de vivre dans les ghettos noirs, sans ces eléments de confort que les Blancs considèrent comme normaux: éclairage des rues suffisant, trottoir le long des routes bitumées, terrains de jeux pour les enfants, piscines, etc.?

Soweto, avec plus d'un million d'habitants, n'a qu'une piscine publique. Pourquoi les Noirs devraient-ils s'enthousiasmer de la suppression de tel ou tel signe de discrimination, alors qu'ils sont les premiers à subir le choc du chômage et n'ont accès qu'à des logements du type "boîte d'allumettes"? Pour les Noirs, le changement tant vanté n'est, dans la plupart des cas, que superficiel, conçu dans le seul but de mystifier le monde extérieur et d'essayer de réduire la pression exercée par les Noirs en vue d'un changement fondamental.

Or, le changement que nous voulons est celui qui aborde la question essentielle du partage du pouvoir politique, ce pouvoir qui est la clé de tous les autres: économique, social, juridique, etc.

Tout le reste ne sera jamais que des concessions dépendant de l'humeur des détenteurs du pouvoir politique, qui accordent ou refusent ces concessions selon leur bon plaisir. Non, nous ne ramasserons pas les miettes des concessions qui tombent de la table du maître. Nous voulons être présents et décider du menu ensemble.



■ ***VALAIS*** SYNDICAT CHRÉTIEN EN COLÈRE

Les scandaleux salaires des vendeuses : enquête

SION (Th.) — **« Je suis écœuré. Je trouve ça scandaleux. Regardez ces fiches de paies que je sors du dossier de notre enquête qui a porté sur des centaines de personnes travaillant en Valais dans le commerce de détail : 800 francs par mois après treize ans de service. Un chef de rayon qui gagne 1600 francs par mois après seize ans de service et cette dame, première vendeuse pourtant, et qui ne reçoit que 1500 francs par mois. Le tarif horaire n'est guère plus édifiant. Ecoutez : 6 fr. 50 de l'heure après onze ans de service. »**

Michel Zufferey, secrétaire de la Fédération valaisanne des syndicats chrétiens rencontré hier à Sion dans le cadre d'une conférence de presse, ne cache pas sa colère.

Lui et son équipe ont entrepris une vaste enquête auprès du personnel des magasins valaisans. Des milliers de personnes, des femmes surtout, sont occupées, notamment dans les grands magasins. Les syndicats ont réuni tous les renseignements recueillis et sont décidés à réagir vivement. Aucune convention collective n'existe actuellement dans ce secteur.

On constate en analysant les résultats présentés hier à Sion par M. Zufferey et son équipe que près de 30 % des femmes occupées dans les magasins valaisans n'ont pas, il est vrai, de certificat de capacité. Le salaire moyen, sur la base des questions posées à plus de 400 personnes, n'est que de 1262 francs par mois pour le personnel non qualifié et de 1400 francs par mois pour le personnel qualifié.

Ce qui horripile surtout la Fédération des syndicats chrétiens, c'est le fait qu'en général en Valais les hommes, pour le même travail, sont payés bien souvent 1000 francs par mois de plus que les femmes et en moyenne 500 francs de plus.

Autre constatation : en général, vendeuses et vendeurs ne restent pas longtemps dans le même commerce. Le tiers des femmes n'ont qu'une année de service. 40 % ne comptent que quelques mois ou au maximum deux ans de service dans le même commerce.

Autre chiffre qui fait réfléchir et qui fut révélé hier : dans 67 % des cas, le salaire des femmes diplômées, en première année, est inférieur au minimum prévu par la convention collective de travail prévu par l'Union commerciale valaisanne.

M. Zufferey note que plus que jamais le personnel est conscient de la nécessité de s'unir, de faire front. Des plaintes sont pendantes auprès de l'Office de conciliation et la fédération entend bien mener son combat jusqu'au bout... Pour autant que les intéressés acceptent de se serrer les coudes sous son étendard ou sous un autre. ■

Suisse 7.10.81

« Gogo-girls » asiatiques

PLAINTE DÉPOSÉE

L'affaire des jeunes Asiatiques exploitées comme « gogo-girls » par des patrons de boîtes de nuit zurichois fait des vagues. Jeudi, le conseiller national zurichois Moritz Leuenberger, soutenu par une quarantaine de députés, a interpellé le Conseil fédéral à ce propos. Le même jour, au cours d'une conférence de presse, la Déclaration de Berne, que Me Leuenberger représente au Conseil national, a introduit une plainte contre tous les propriétaires et patrons utilisant ces jeunes filles dans leur établissement.

La Déclaration de Berne a estimé que notre pays comptait actuellement quelque 800 à 900 jeunes Asiatiques employées comme « gogo-girls » (entraîneuses). Dans la plainte déposée par Me Moritz Leuenberger, la Déclaration de Berne exige que les autorités prennent la chose au sérieux et clarifient la situation de cette catégorie de personnes travaillant en Suisse, et que, pour le moins, les conditions dans lesquelles elles travaillent soient précisées.

Dans son interpellation, le conseiller national Leuenberger a encore souligné le fait que si ce commerce de jeunes filles était toléré, ce phénomène pouvait avoir des conséquences politiques : « Nous sommes d'avis qu'une modification des autorisations accordées de pratiquer ce genre de travail est indispensable, et ceci pour des raisons de dignité humaine, de respect de la femme et de solidarité avec les pays les plus pauvres, est nécessaire. »

Il y a huit jours, l'émission Tell Quel avait souligné la situation de ces jeunes filles en présentant un exemple vécu de ce type d'exploitation. — (ats-㉔)

10.10.81

EN SUISSE

Un millier de « cerveaux » asiatiques

Les avantages que retire la Suisse des intellectuels étrangers sont probablement aussi importants que l'aide qu'elle accorde aux pays en voie de développement. Le Service d'information tiers monde précise qu'il y avait en Suisse en 1979 2260 représentants de professions intellectuelles qui avaient été formés dans des pays en développement. Parmi les 554 architectes, ingénieurs et techniciens, 406 médecins et pharmaciens, 410 enseignants et éducateurs, 890 savants et représentants d'autres professions, plus de la moitié était originaire d'Asie, en particulier de l'Inde. De plus, 1475 personnes originaires principalement de l'Uruguay, de Haïti, de la Corée du Sud et des Philippines étaient employées dans les hôpitaux helvétiques.

Pour remédier aux conséquences de ce « drainage des cerveaux », un projet visant à prélever une taxe internationale destinée à compenser les pertes des pays défavorisés est actuellement à l'étude aux Nations Unies. — (ats)

9.10.81

Question au Conseil fédéral

Traitement des déchets nucléaires

POUR le traitement des combustibles nucléaires usés produits par les centrales atomiques de Suisse, il est notamment prévu de faire appel à l'usine de La Hagne, en France.

Or, nous avons appris récemment que les contrats liant la société privée Cogéma, qui exploite l'usine de La Hagne, aux clients étrangers, contiendraient des clauses ultrasecrètes dont les gouvernements concernés eux-mêmes n'avaient pas à connaître. Les dispositions confidentielles du contrat, échappant ainsi à tout contrôle démocratique, porteraient sur l'absence de garanties données par la Cogéma s'agissant en particulier des prix et du calendrier de retraitement ainsi que de la restitution au pays « producteur » du plutonium contenu dans les combustibles usés.

Nous demandons par conséquent au Conseil fédéral :

1. S'il est lui-même renseigné sur les contrats passés entre l'usine de La Hagne et les compagnies suisses exploitant les centrales nucléaires.

2. S'il peut renseigner complètement le Parlement sur ces contrats, et en particulier sur la destination du matériel nucléaire retraité à La Hagne et restitué à la Suisse.

Jean-Claude Crevoisier
Député au Conseil national

Jura Libre 2.10.81

Fausse alerte vraie panique

Un documentaire radiophonique sur les méfaits de la bombe atomique a semé la panique, dimanche, dans le Brabant néerlandais (province proche de la frontière belge).

Des auditeurs de la station locale se sont rués par centaines dans leurs caves ou vers les taxis pour fuir la région. Selon la police d'Eindhoven, qui a reçu de nombreux appels téléphoniques angoissés, un match de football local a été interrompu à la suite de cette fausse alerte.

Le scénario du documentaire, qui avait été précédé d'une mise en garde précisant qu'il s'agissait de fiction, passait en revue les conséquences de la chute d'une bombe d'une mégatonne sur l'aéroport de Peel, proche d'Eindhoven. — (afp)

6.10.81

Arsenal nucléaire

Les deux Allemagnes constituent actuellement le plus grand arsenal d'armes nucléaires d'Europe occidentale, affirme jeudi le magazine ouest-allemand *Stern*.

L'hebdomadaire de Hambourg publie une carte des emplacements d'armes atomiques en République fédérale d'Allemagne et en République démocratique allemande.

Ces deux pays comptent, selon la revue, 11 770 têtes nucléaires à eux deux. Des 150 dépôts d'armes atomiques dans les pays membres de l'OTAN en Europe occidentale, pas moins de 90 se trouvent sur le territoire ouest-allemand. — (afp)

9.10.81



Frère Roger de Taizé, invité par Mgr Mamie, viendra à Fribourg au début du mois de novembre pour prier avec les jeunes Fribourgeois et Romands à l'occasion des fêtes du cinquième centenaire de l'entrée du canton dans la Confédération.

La FOBB aux autorités: «N'ignorez plus les clandestins»

La Conférence romande des groupes d'intérêts des saisonniers affiliés à la FOBB, syndicat suisse du bâtiment et du bois, a voté à Lausanne, le 19 septembre, une résolution à propos des travailleurs clandestins: «La FOBB ne peut admettre que les autorités continuent à ignorer la masse des travailleurs clandestins occupés dans notre pays. En effet, ces travailleurs, tout en étant exploités par le patronat, ne bénéficient d'aucun des droits dont jouissent leurs camarades occupés légalement. Etant donné que la conjoncture économique actuelle nécessite un volume de main-d'œuvre dépassant le nombre de permis octroyés, la FOBB exige que tout soit mis en œuvre pour régulariser la situation des travailleurs au noir».

Les saisonniers affiliés à la FOBB se disent en outre révoltés par les conditions de logement et d'hygiène que l'on trouve encore trop souvent. Enfin, la FOBB déplore l'insuffisance des mesures prises pour la sécurité des ouvriers sur les chantiers. Elle demande que les inspections de travail et les autres organismes intéressés soient dotés des moyens nécessaires, en effectifs surtout, pour renforcer leurs contrôles. (ATS) 24.9.81

Rire désarmant

Visage dissimulé par un foulard, pistolet au poing, un malfaiteur qui voulait se faire remettre le contenu de la caisse d'une agence bancaire près de Metz, a pris rapidement la fuite, désappointé par le fou-rire des employés.

Face au pistolet de l'inconnu, le caissier a déclaré en éclatant de rire: «Ici, on est fauché, on n'a pas le sou». Les autres employés croyant qu'il ne s'agissait pas d'une véritable agression, ont à leur tour éclaté de rire, mettant ainsi en fuite leur agresseur.

Il a fallu plus d'une heure au personnel pour qu'il retrouve son sérieux et alerte la police. (ats, afp)

Union soviétique

● GREVE DE LA FAIM DU PERE GLEB YAKOUNINE DANS UN CAMP DE L'OURAL. — Condamné à cinq ans de camp suivis de cinq ans de relégation en août 1980, le prêtre orthodoxe a entrepris une grève de la faim pour obtenir la restitution de la Bible et du livre de prière qui lui ont été enlevés lors de son transfert dans ce camp, près de Perm, à la mi-septembre. — (Reuter.) 2.10.81

Nicaragua

Les autorités préparent la population à l'éventualité d'une invasion par des exilés basés au Honduras

Les autorités du Nicaragua ont décrété, à partir du mardi 6 octobre, une mobilisation civile et militaire d'un mois, en vue de parer à une éventuelle invasion d'exilés anti-sandinistes, appuyée par les Etats-Unis. Les radios officielles préparent la population à une telle éventualité par la diffusion de musiques martiales, de slogans révolutionnaires et d'appel à la défense de la souveraineté nationale.

Des milliers de personnes, soldats et civils, ont défilé dans la soirée du 5 octobre, dans les rues de la capitale, criant des slogans hostiles aux manœuvres militaires américano-honduriennes, qui doivent commencer ce mercredi 7 octobre dans les Caraïbes. Les autorités de Managua déclarent que ces manœuvres prévues pour trois jours, sont une « couverture » pour l'invasion du territoire nicaraguayen par quelque cinq mille exilés vivant au Honduras.

Les forces armées nicaraguayennes comptent quarante mille hommes, appuyés par environ cinquante mille miliciens.

De leur côté, des porte-parole du Pentagone ont indiqué que les manœuvres, auxquelles participent quatre navires américains et trois navires honduriens, ont pour objectif d'aguerrir les forces de Tegucigalpa en vue d'une éventuelle action armée de la part d'éléments basés à Cuba.

Un officier supérieur américain, président du conseil de défense inter-américain de l'O.E.A. (Organisation des Etats américains), le colonel en retraite Samuel Dickens, a, de son côté, déclaré le 6 octobre à Tegucigalpa que les actuelles manœuvres navales bilatérales préfigurent l'aide que Washington apporterait au Honduras en cas de guerre avec le Nicaragua.

Elles sont également, a indiqué le colonel Dickens, un avertissement à Cuba et à l'Union soviétique d'avoir à se tenir hors de l'Amérique centrale. « *L'aide américaine aux gouvernements anticommunistes de la région ne constitue pas une ingérence, mais un secours* », a-t-il ajouté. Il a, en revanche, qualifié « *d'ingérence* » la récente déclaration franco-mexicaine sur le Salvador. — (U.P.I.). Monde 8.10.81

Le Suisse « gros mangeur » de papier

Au cinquième rang mondial

Le Suisse consomme 168 kilos de papier par an, et notre pays est au cinquième rang des principaux pays consommateurs, après les Etats-Unis, la Suède, le Canada et le Danemark. En 1980, la consommation de papier et de carton a progressé de 5% pour atteindre 1,065 million de tonnes. Elle avait franchi le cap du million de tonnes en 1979, rappelle une récente étude de l'Union de Banques Suisses (UBS).

Aujourd'hui, l'industrie suisse du papier et du carton regroupe 30 entreprises et emploie 7400 personnes. Fortement implantée dans le Nord-Ouest et en Suisse centrale, elle réalise environ 3% du produit intérieur brut (PIB), tout en n'occupant que 1,1% des effectifs de l'industrie. La production a augmenté de plus de 52% (à 914 000 tonnes) entre 1975 et 1980, malgré une contraction des effectifs d'environ 700 personnes. En 1960, la branche couvrait encore 95% de la demande intérieure et exportait moins de 3% de sa production. Mais depuis lors, l'abolition des droits de douane au sein de l'AELE et la conclusion d'un accord de libre échange avec la CEE ont entraîné une forte progression des échanges extérieurs. En 1980, les importations couvraient même 37% de la demande intérieure (1970 : 27%). De 1970 à 1980, les exportations de papiers et cartons ont plus que septuplé (1970 : 250 000 tonnes, 27% de la production totale). — (ats)

1.10.81

Haïti

● LE PRESIDENT DU PARTI DEMOCRATE-CHRETIEN d'Haïti, M. Sylvio Claude, a été grièvement blessé le lundi 28 septembre dans sa cellule de la prison de Port-au-Prince, au cours d'un passage à tabac, apprend-on dans les milieux de réfugiés haïtiens au Venezuela. Incarcéré depuis un ans, M. Claude a été condamné à quinze ans de prison pour « *outrage au chef de l'Etat par voie de presse* ». — (A.F.P.) 3.10.81

La faim des autres

EN cette première Journée mondiale de l'alimentation, on va dépenser dans le monde quelques dizaines de milliers de francs à parler de la faim. Et c'est très bien ainsi. Rien ne peut se construire sans une information préalable. Mais pour que dix millions de personnes ne meurent pas chaque année de sous-alimentation, c'est 25 milliards de francs qu'il faudrait investir, alors que l'aide internationale ne dispose que de 10 milliards.

Ce qui nous désespère, c'est que les solutions au problème ne manquent pas. Une réduction de 7% de tous les budgets militaires permettrait de dégager les fonds nécessaires. Une diminution de 50% des pertes enregistrées pendant le stockage des aliments dans le tiers monde aurait le même effet. Une politique commerciale moins rémunératrice, mais plus humaine, avec les pays pauvres, également.

Mais comme dans le combat contre la faim il n'y a ni argent, ni puissance à gagner, notre monde demeure paralysé. Pourquoi serait-ce à nous de faire quelque chose? Tout simplement parce que notre civilisation porte en grande partie la responsabilité des famines du tiers monde. En imposant à ces pays un progrès fait de consommation, avec son cortège de monoculture, d'industrialisation et d'urbanisation, nous avons sorti ces peuples de leur économie de subsistance pour les jeter dans une économie de marché sans leur fournir les moyens d'y survivre.

Jean-Charles Abreu

(24 H. - 16.10.81)

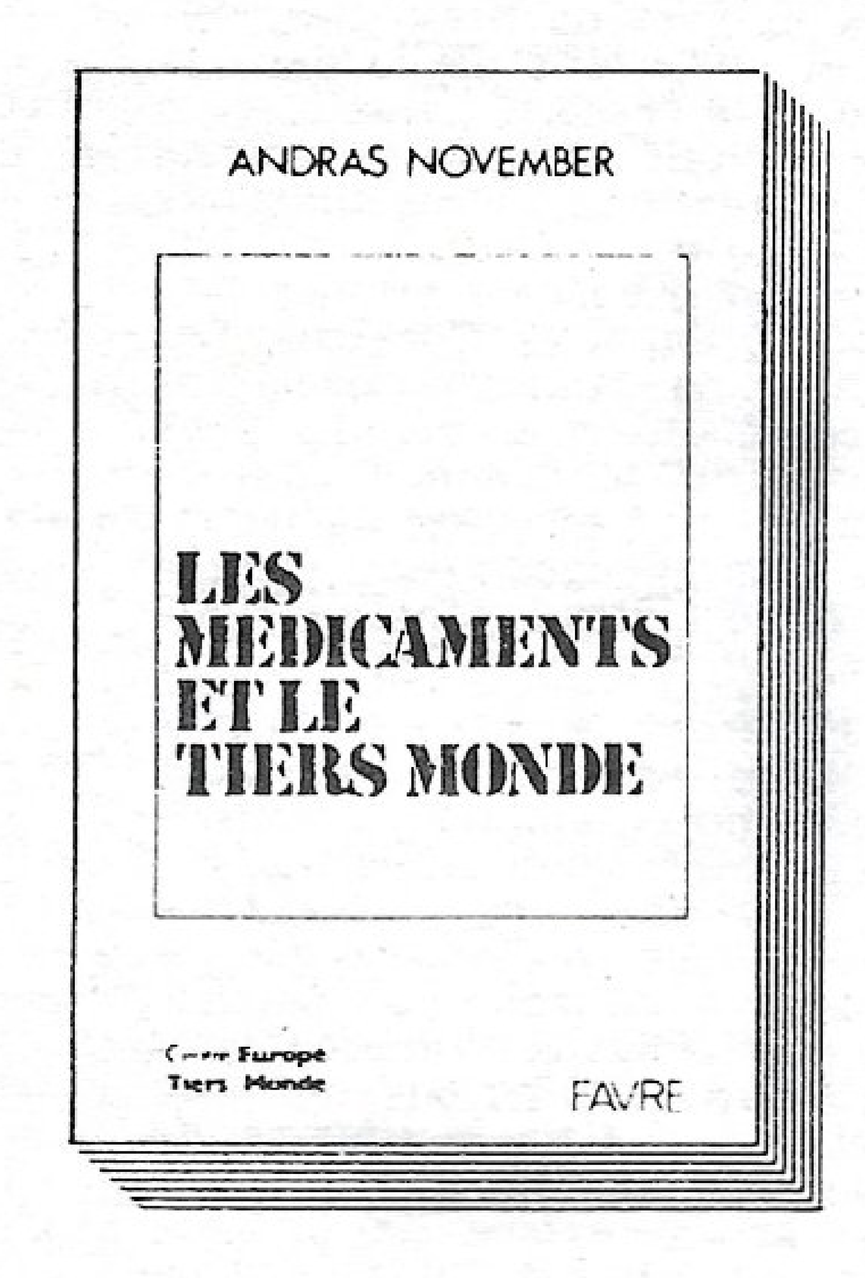
« Non à la faim », tel est le slogan sous lequel se déroule la campagne d'information lancée par les œuvres suisses d'entraide le 16 octobre 1981, à l'occasion de la 1re Journée mondiale de l'alimentation.

Le CETIM
Centre Europe-Tiers Monde

37 Quai Wilson * CH-1201 Genève
Tél : 022/ 31 59 63

Le CENTRE EUROPE-TIERS MONDE (CETIM) est une association de membres qui vise à informer le public sur *l'évolution des rapports entre l'Europe et le Tiers Monde*. En collaboration avec d'autres groupes, il contribue à une prise de conscience critique du *maldéveloppement* dans le Tiers Monde et chez nous. Par la publication de livres et de brochures, le CETIM dévoile et dénonce les structures, mécanismes et idéologies d'exploitation qui empêchent un développement authentique.

PUBLICATIONS RECENTES "COLLECTION CENTRE EUROPE-TIERS MONDE" CETIM, aux Editions Pierre-Marcel FAVRE à Lausanne.



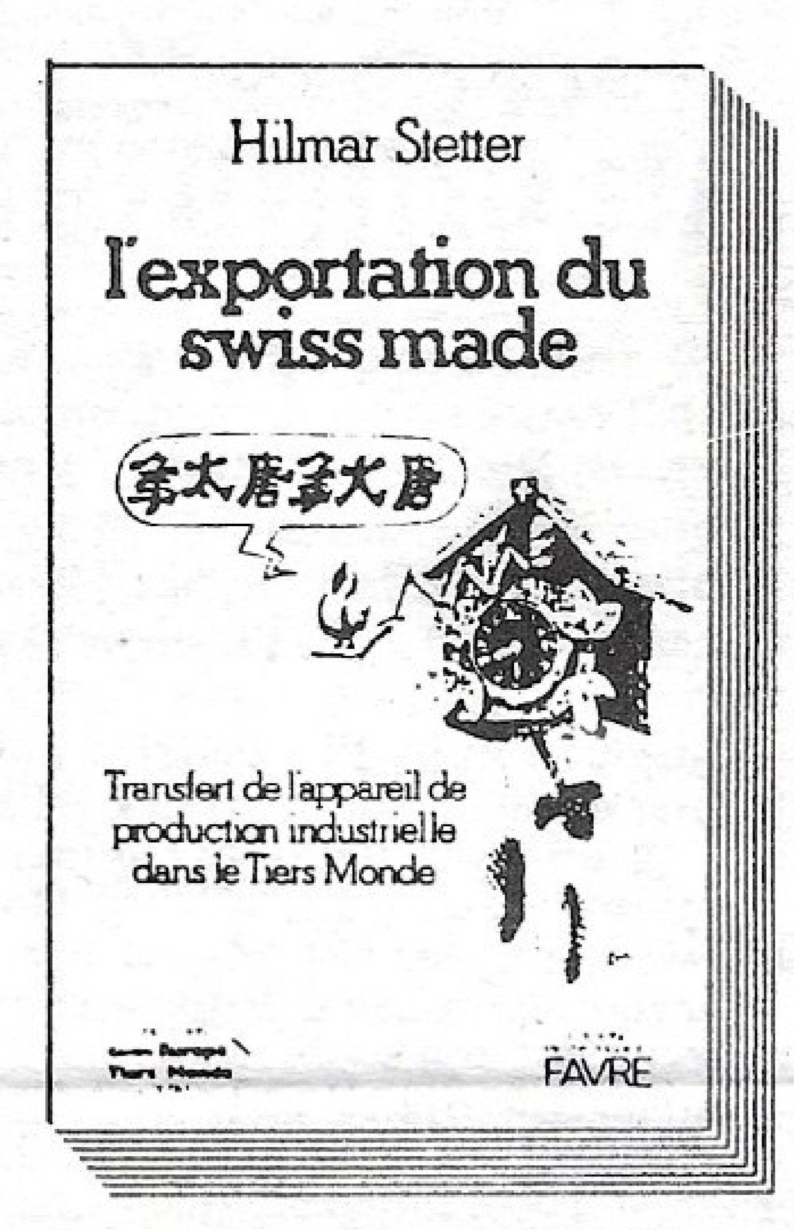
Frs 28.70



Frs 22.--

Pierre Claver Damiba
Paul Schrumpf
Quel avenir pour LE SAHEL?
FAVRE
Europe Tiers Monde

Frs 28.70



Souscrip. Frs 15.80

BROCHURES DE LA SERIE PUBLICetim :

Tourisme dans le Tiers Monde, mythes et réalités — *Frs. 5.--*
J.L. Maurer, F. Mellah, J.Ph. Rapp

IRAN : Islam et luttes d'émancipation nationale / C. Vaziri — *Frs 9.60*

L'aide alimentaire : un marché de dupes / J. Fryer — *Frs 7.50*

Journal de la résistance. Témoignage d'un dirigeant politique et syndical sur la résistance au coup d'état dans la zone minière en Bolivie — *env. Frs 6.--*
A. Camargo, (éd. français-espagnol) parution nov. 1981

****

POURQUOI PAS ? - DEVENEZ MEMBRE DE L'ASSOCIATION DU CETIM !

Soutenez ainsi notre action, faites part de vos idées, critiques, suggestions.
Vous serez informé régulièrement de nos activités, recevrez gratuitement les brochures PUBLICetim et obtiendrez 30 % de réduction sur l'achat de nos livres !

Cotisation normale: Frs 50.-- / Apprentis, étud., retraités : Frs. 30.--
Cotisation de soutien : Frs 100.--

Je désire devenir membre de l'Association du CETIM

NOM - Prénom : *Adr.:*

à renvoyez au CETIM - 37 Quai Wilson, 1201 GENEVE

CAMPAGNE CONTRE LES RELATIONS BANCAIRES

SUISSE - AFRIQUE DU SUD

"Je sais que beaucoup de gens disent : si les fonds et les capitaux d'investissements n'affluaient plus vers l'Afrique du Sud, ce sont les Noirs qui en souffriraient le plus. La question que posent alors les Noirs est la suivante : Quand vous dites que les Noirs souffriront, que croyez-vous donc qu'il se passe maintenant ? Croyez-vous que nous sommes heureux ? Croyez-vous que nous vivons sans souffrir, sans souffrir horriblement ?. Je sais que beaucoup d'entre nous disent : Notre souffrance actuelle est une souffrance sans espoir; en revanche, si nous souffrions en vue d'un but, ce serait une souffrance qui aurait une fin.

Je voudrais souligner que c'est la dernière chance de promouvoir dans notre pays un changement pacifique. J'espère qu'il y a dans votre pays des gens aptes à le comprendre".

Cette déclaration de l'évêque Desmond Tutu, secrétaire général du Conseil Sud-Africain des Eglises est reproduite dans la brochure "Notre argent finance l'apartheid" éditée par les trois organisations responsables pour la Romandie de la campagne contre les relations bancaires Suisse - Afrique du Sud : la Déclaration de Berne, Magasins du Monde et le Mouvement Anti-Apartheid de Suisse. Cette campagne se développe aussi en Suisse alémanique grâce à diverses organisations similaires.

Desmond Tutu n'est pas le seul porte-parole africain à demander l'arrêt des investissements étrangers. En fait, tous ceux qui luttent activement et souvent douloureusement contre l'apartheid demandent le boycott total de l'Afrique du Sud. Ainsi en est-il en particulier des deux mouvements de libération de ce pays : le Congrès National Africain (ANC) et le Congrès Pan-Africain (PAC) d'Azanie. Seuls quelques Africains Noirs bien placés par le gouvernement dans les rouages du système se déplacent en Europe et aux Etats-Unis pour obtenir l'accroissement des investissements. Aux frais de leur maître. Nous avons connu en Europe les Petain et les Quissling et savons ce que cela veut dire.

"NOS" BANQUES MENTENT SCIEMMENT

Plusieurs personnes ont pris l'initiative d'écrire à "leur"banque dès le lancement de la campagne. Elles reçoivent généralement une réponse où se trouve l'argument suivant : 1) arrêter les relations économiques avec l'Afrique du Sud revient à augmenter le chômage et la misère principalement parmi la population africaine ; 2) au contraire, impulser le développement économique permet d'élever le niveau de vie de tous et par là de réduire les causes du racisme politique, d'éroder les bases de l'apartheid.

Malheureusement, cela ne correspond pas à la réalité... et "nos" banques le savent. En effet, les résultats d'une étude spécialement destinée aux dirigeants du monde des affaires leur ont été présentés sous le titre: "Apartheid and Business", par la maison d'édition "Business International" *. Ce texte est une étude fouillée de la situation sociale, syndicale, économique et politique de l'Afrique du Sud et des perspectives pour les investisseurs. En particulier, il montre que la situation matérielle des Africains s'est dégradée tout au long des 33 années sous le gouvernement de l'apartheid et qu'aujourd'hui la grande majorité d'entre eux vit au-dessous de la "ligne de pauvreté". Quant aux relations entre les races, elles sont plus explosives que jamais. Parallèlement le pays a connu un développement industriel impétueux, mais au profit de la seule communauté blanche... et des sociétés transna-

* *En anglais. Novembre 1980. Tout le monde peut se procurer ce document... à condition de payer Frs 1'800.-- (mille huit cents). Imprimé sans luxe aucun. En fait diffusé parmi les grands du Business. Mais le Mouvement Anti-Apartheid a partout des amis et tient donc ce texte à votre disposition.*

tionales. Cette situation a été parfaitement résumée par H. Isaacs, Directeur pour les Affaires étrangères du Congrès Pan-Africain d'Azanie (voir la brochure : Notre argent finance l'apartheid) :

"On argumente de plus en plus qu'investir signifie plus de places de travail et de meilleurs salaires pour les travailleurs Noirs. Cependant, les faits montrent que plus la prospérité grandit, plus s'approfondit le fossé entre Noirs et Blancs, tandis que la politique et l'infrastructure du régime raciste sont plus aisément financés et renforcés..."

(ONU mai 1980)

Ce n'est donc pas sans raison que "nos"banques et particulièrement les trois meneuses sont mises aujourd'hui au pilori. Certes l'Union de Banques Suisses, la Société de Banque Suisse et le Crédit Suisse ne sont pas les seules banques dans le monde à nourrir l'apartheid. Mais leur rôle est devenu très important. En partie c'est de notre faute. En effet, dans d'autres pays : les USA, la Grande-Bretagne, la Hollande, la Belgique et la France, pour ne pas citer les pays scandinaves à la pointe de la conscience occidentale, des campagnes de dénonciation du rôle des banques en Afrique du Sud ont eu quelques effets. Le gouvernement Sud-Africain a eu tendance à se tourner vers des places plus tranquilles, principalement l'Allemagne Fédérale et la Suisse



LE MARCHÉ DE L'OR

On sait que les 2/3 de l'or produit dans le monde "occidental"provient d'Afrique du Sud. Depuis quelques années, Zurich a ravi à Londres la première place pour le marché mondial de l'or : 60% écoulé à Zurich, 20% à Londres, le reste sur diverses places (*). La Suisse contribue ainsi à financer les besoins du gouvernement de l'apartheid... et notamment l'accroissement explosif de son budget militaire et politique (voir la brochure : Notre argent finance l'apartheid).

LE RÔLE DU CONSEIL OECUMÉNIQUE DES EGLISES

A la mi-septembre, le COE a annoncé qu'il retirait ses dépôts de deux banques suisses, l'UBS et la SBS, et d'une allemande, la Dresdner Bank. Cette décision fait suite à plusieurs années de conversations entre le COE et les banques citées. Certes les 40 millions déposés par le COE ne pèsent économiquement pas lourd,mais moralement et politiquement, l'impact est considérable. Cela n'a échappé ni à la presse, ni aux représentants des banques qui ont pris grand soin à se justifier publiquement, ni au président du Conseil de la Fédération des Eglises Protestantes de Suisse, dont la prise de position a suscité la colère des milieux conservateurs en particulier parce qu'il a qualifié le geste du COE de prophétique. Dans un tel contexte, il nous appartient à nous de relever le défi, d'obtenir des Eglises des engagements clairs, de réfuter les arguments des banquiers et de ceux qui, au sein des mass-média, les servent sans souci de la vérité, et de participer à la campagne suisse contre les relations avec l'Afrique du Sud.

LES AXES DE LA CAMPAGNE

Des lettres ont été écrites par diverses personnes demandant à la banque où elles ont un compte de cesser toute relation avec l'Afrique du Sud. Il faut multiplier ces initiatives. On peut aussi :
- retirer son argent et fermer son compte si la réponse n'est pas bonne. Ne jamais prendre cette initiative sans la justifier;
- refuser d'effectuer une opération passant par une banque compromise, par exemple le payement du loyer ou d'une autre facture;

**Relations bancaires Suisse - Afrique du Sud, avril 1981, Macha Madörin et Laurence Bayvan.*

- demander aux collectivités dont nous sommes membres (communes, cantons, syndicats, partis, caisses de pension, groupes de solidarité, oeuvres d'entraide, paroisses, etc...) de réexaminer leurs éventuels placements auprès des banques visées ;
- écrire aux journaux pour répondre aux arguments ambigus

BOYCOTTER LE MONDE ENTIER ?

Pour bien participer à la campagne, il faut connaître les contre-arguments. Certaines personnes sincèrement opposées à l'apartheid pensent qu'on ne peut pas boycotter l'Afrique du Sud, d'une part parce que cela constitue une forme de discrimination, une sorte d'apartheid à rebours, et d'autre part, parce qu'il faudrait boycotter les deux-tiers des Etats dans le monde, c'est-à-dire, tous ceux qui violent les droits de l'homme. Une telle politique signifierait une rupture étendue des relations internationales, préjudiciable à la paix et aux relations entre les peuples eux-mêmes.

- Il est vrai que la violence d'Etat est très répandue dans le monde et que la majorité des peuples vit dans des situations d'oppression extrême. De ce point de vue, l'Afrique du Sud ne fait pas exception. Mais il faut mettre en évidence un aspect spécifique du régime Sud-africain : c'est le seul dans le monde où le racisme forme toute l'armature de la structure étatique où la discrimination raciale a été posée comme élément premier de référence pour l'organisation de la société.
Certes, le racisme est largement répandu dans de nombreux pays et utilisé par les pouvoirs comme facteurs de division du peuple. Mais en faire la base de toute la philosophie de l'Etat est un "progrès" qui, après les nazis, n'a été assumé que par les théoriciens de l'apartheid. Ce seul fait suffirait à justifier une politique de boycott, appliquée spécifiquement à l'Afrique du Sud. Il explique d'ailleurs l'isolement politique de ce pays dont les bases morales ne sont approuvées par aucun Etat dans le monde. Il explique les difficiles pirouettes des amis traditionnels du régime Sud-africain, justifiant leurs relations avec lui sur des bases d'universalité, tout en condamnant "moralement" l'apartheid!

Mais il y a un deuxième argument :

- Dans leur lutte contre l'oppression les peuples mettent souvent très longtemps à trouver le chemin de la libération. Des individus s'engagent dans la lutte, des organisations d'entraide, des syndicats, des groupes politiques sont constitués, et le pouvoir les réprime.
Les opposants sont arrêtés, torturés, tués. Les organisations naissantes sont dispersées, détruites. A certains moments la lutte gagne du terrain, l'oppression recule, le peuple arrive à mettre en place quelques organisations stables. Mais tout au long de ce processus, des divergences subsistent, et ces divergences sont compréhensibles, car le chemin de la libération est incertain et très difficile.
Dans un tel contexte, ceux qui souhaitent développer la solidarité avec un peuple opprimé ne peuvent pas répondre à la place de ce peuple lui-même.
En Afrique du Sud, le peuple opprimé parle d'une seule voix et demande le boycott des relations avec l'Afrique du Sud. On peut certes trouver quelques Noirs placés dans les structures du pouvoir pour affirmer le contraire : leur voix est celle de leur maître.
Mais le peuple opprimé a ses représentants, dont tout d'abord ses deux mouvements de libération : le Congrès National Africain (ANC) et le Congrès Pan-Africain (PAC).
Ces deux organisations ont une longue existence. Malgré la violence de la répression, notamment au cours des vingt dernières années, ces organisations existent toujours. Le pouvoir n'a pas pu les détruire.
Indestructible aussi est la volonté de leurs dirigeants emprisonnés : Nelson MANDELA, le président de l'ANC, et ses camarades, demandant, du fond de leur prison depuis vingt ans, le boycott des relations avec l'Afrique du Sud.
Jusqu'à sa mort en 1978, le fondateur du PAC, R. SOBUKWE et ses lieutenants, dont M. MOTHOPENG, à nouveau arrêté en 1977 et condamné à une nouvelle peine de quinze ans, posent la même exigence. Et de même, les responsables de ces

mouvements, en exil ou dans la clandestinité.

Ainsi en est-il de tous les porte-parole du peuple africain, de tous ceux qui luttent pour la libération : les syndicalistes, les étudiants, avocats, animateurs du Mouvement de la Conscience Noire, hommes d'Eglise et notamment le plus éminent d'entre eux, cité en exergue à ce texte, l'évêque Desmond TUTU, secrétaire général du Conseil Sud-africain des Eglises.

Ces faits ne sont que la traduction d'une situation : face à la République Sud-africaine, un peuple affirme une autre légitimité : la sienne. Cela apparut clairement lors de la célébration du 20ème anniversaire de la proclamation de cette république, le 30 mai dernier.

Un tract circulera en Afrique du Sud, en voici le texte :

Le 31 mai 1981 est le vingtième anniversaire de la République raciste blanche. Les Blancs chanteront, les Noirs pleureront.
Ces vingt ans ont apporté plus de faim, plus de prison, plus de morts au peuple noir.
Le peuple noir ne vote pas.
Le peuple noir doit avoir un "pass".
La République a envoyé Mandela et Sobukwe pourrir et mourir à Robben Island.
Les travailleurs Noirs travaillent pour des salaires de misère.
Les Noirs sont envoyés contre leur gré dans de prétendus "foyers nationaux" où ils meurent de faim.
Solomon Mahlangu et d'autres combattants de la liberté sont pendus.
Nos frères à Maputo ont été assassinés par la République blanche.

NOUS NE VOULONS PAS DE REPUBLIQUE BLANCHE !

Que le peuple s'unisse et dise :

REPUBLIQUE BLANCHE : NON ! REPUBLIQUE DU PEUPLE : OUI ! "

Signé : Comité anti-anniversaire de la République

Campagne contre les relations bancaires Suisse - Afrique du Sud
Rue Lévrier 15 - 1201 GENEVE
Tél. 022 - 32'43'62

Voir aussi page 13 - Appel de l'Eglise Unie de Zambie

Cet appel, que nous publions ici, est signé par MM. D. Musunsa et J. Chisanga, respectivement président et secrétaire général de l'Eglise unie de Zambie. Il s'adressait aux Eglises partenaires de la CEVAA (Communauté évangélique d'action apostolique).

APPEL DE L' EGLISE UNIE DE ZAMBIE

Nous partageons avec vous notre préoccupation devant la guerre civile qui est en train d'éclater en Afrique du Sud, principalement entre Noirs et Blancs, parce que les Noirs luttent pour leur libération et leur participation dans le gouvernement de leur propre pays. Ils sont en fait actuellement privés de leur citoyenneté dans ce pays.

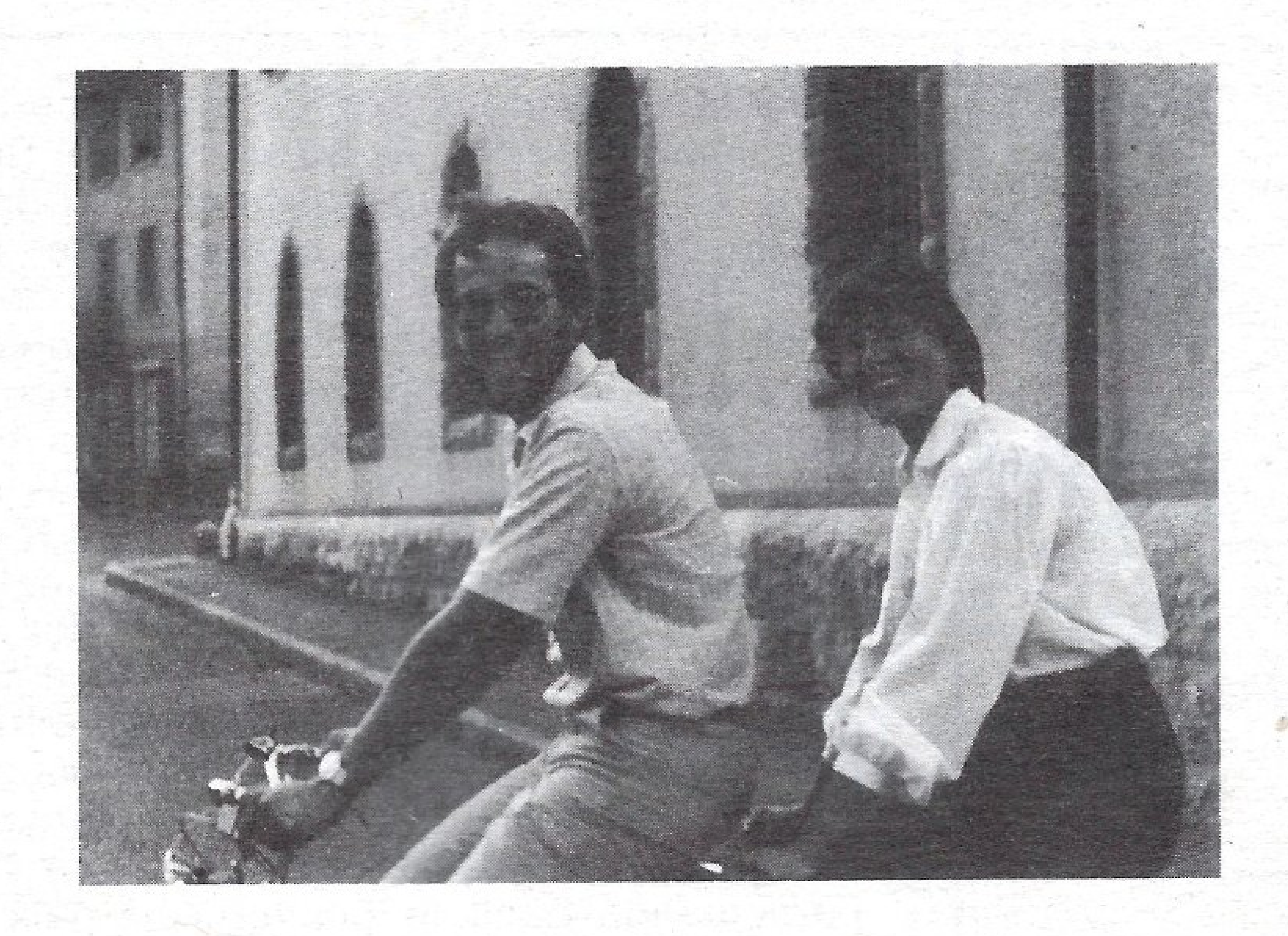
Nous sommes familiers de ces luttes de libération: nous venons tout juste d'arriver au terme de 10 ans de soutien à la lutte du peuple du Zimbabwe. Leur cause était juste et ils ont gagné leur liberté pour participer au gouvernement de leur pays. Nous croyons que Dieu soutient la majorité des Sud-Africains dans leur lutte pour l'obtention d'un partage équitable du pouvoir économique et politique. Mais beaucoup de vies humaines seront sacrifiées dans leur lutte. Certains d'entre nous risquent aussi de mourir comme cela fut le cas lors d'attaques perpétrées par les forces rhodésiennes de Ian Smith.

Etait-il nécessaire que tant de gens meurent en Rhodésie? Combien d'autres devront encore mourir en Afrique du Sud avant que ne règne la justice? Le soutien apporté par vos gouvernements et vos sociétés commerciales aux régimes de Smith et Botha – tous deux non démocratiques et non représentatifs de la majorité du peuple – a contribué et contribuera à ce que durent les guerres de libération et par conséquent à ce qu'augmente encore le nombre des morts.

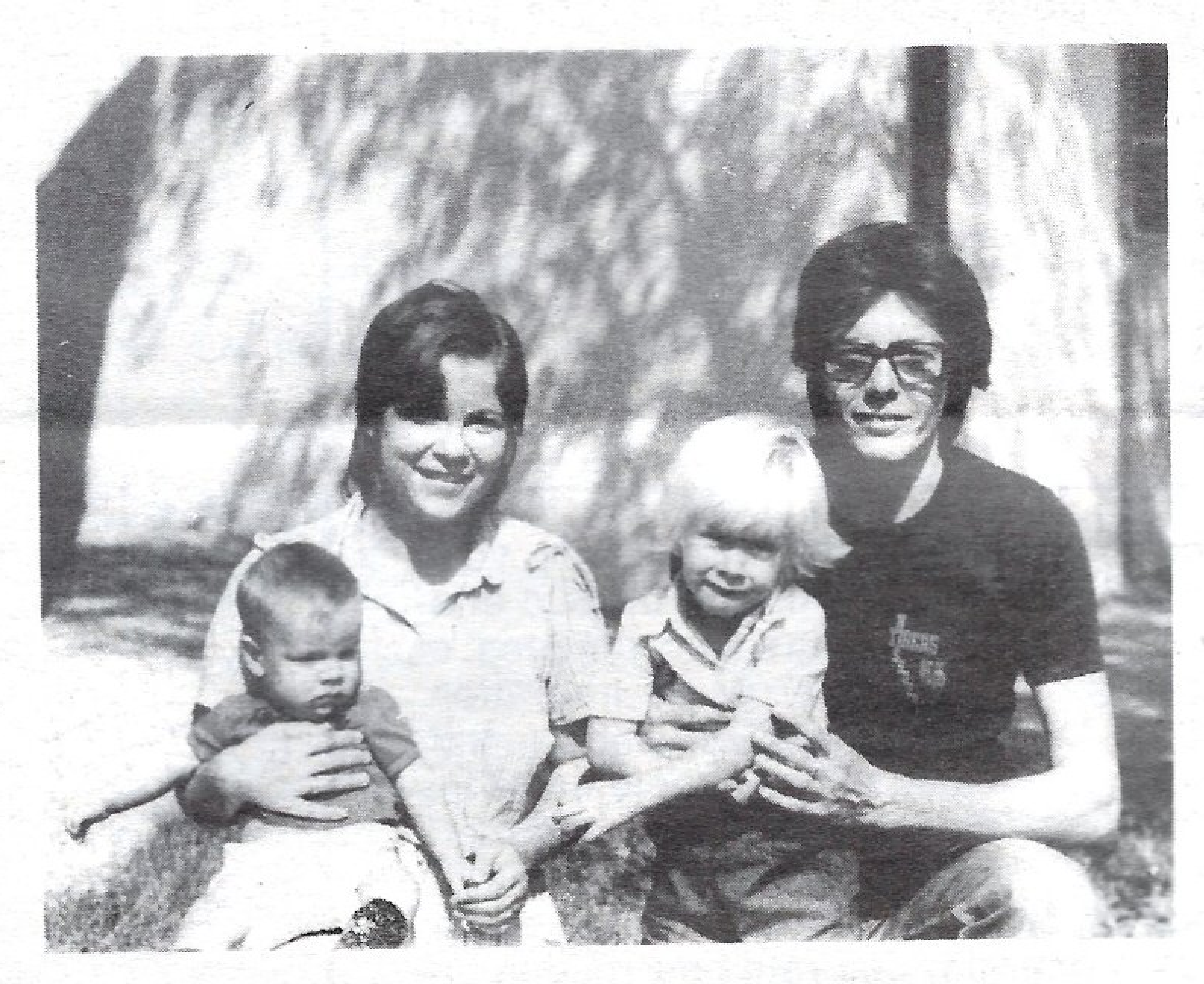
N'y a-t-il rien que vous puissiez entreprendre pour persuader vos gouvernements et vos hommes d'affaires pour qu'ils retirent leur soutien au gouvernement d'Afrique du Sud et fasse pression sur lui pour qu'il change sa politique et qu'il fasse la paix avec son propre peuple? Nous faisons ce que nous pouvons ici, mais nous sommes devenus très dépendants de vous et aussi de l'Afrique du Sud elle-même au cours des longues et coûteuses guerres de libération. Nous avons hâte de voir s'installer la paix et l'harmonie entre les races dans notre sous-continent – nous en avons assez de la guerre civile, des attaques de guérilla, des raids de reconnaissance, de la destruction qui n'épargne pas nos propres villes. Nous vous prions, demandez à vos gouvernements de soutenir généreusement notre gouvernement et celui du Zimbabwe, car nous avons tous subi des pertes et connu des difficultés à cause de la politique mondiale des sanctions et à cause de la cruauté des gouvernements rhodésien et sud-africain.

Le prix de la lutte est grand – partageons-le. Il vous en coûtera quelques marchés; il peut nous en coûter des vies humaines, et même la paix de notre propre nation. Aidez-nous, nous vous en prions.

ils sont partis...



Le 14 septembre, Michel et Nicole BENDER-FIERZ, du groupe Valais, ont rejoint HAITI. Enseignants tous les deux, ils reprennent la place de Raymond et Adrienne JECKER, au collège de Lavaux. Ils donneront des cours de matières de base, de pédagogie et feront de l'animation avec les jeunes. Leur adresse : Ecole normale de Lavaux - PORT-DE-PAIX HAITI



Le 28 septembre, ce sont Bernard et Dominique GACHOUD-CEVEY, et leurs deux enfants, du groupe Vaud, qui partaient pour la même île... Dans le cadre de l'Eglise Méthodiste, Bernard, ingénieur ETS sera responsable du Centre de formation pour artisans. Leur adresse : Centre de Jérémie P.O. Box 6 - PORT-AU-PRINCE / HAITI



Le 5 octobre, Claude et Ghislaine MAIER-GUEMERT, et leurs trois enfants, animateurs du groupe Fribourg, repartaient pour la Colombie où ils reprendront la responsabilité et l'animation du Centre communautaire d'enfants de Policarpa. Leur adresse : Hogar Infantil "Los Colibries" POLICARPA (Narino) COLOMBIE



Le 21 octobre, Claude et Mô MASSARD-BLEEKER, et leurs deux enfants, du groupe Vaud, rejoignaient le diocèse de Pala au TCHAD. Claude participera à l'opération "forage des puits" et Mô s'occupera d'alphabétisation et d'animation féminine.
Leur adresse : Procure des Missions
B.P. 75 GAROUA - CAMEROUN

retour au pays:

Adrienne et Raymond JECKER-BRAHIER, et leurs trois enfants, ont dès septembre 1977 donné des cours à l'Ecole de Lavaux en HAITI et ont participé à la formation des élèves de cette Ecole Normale rurale. Leur adresse : 2718 LAJOUX / JU

naissances :

* *Giovanni, le 21 juillet au foyer de Brigitte et Claudio CAFFI-CHIDAINE 4, Cité Chabrol, F - 63000 CLERMONT-FERRAND*

* *Emmanuelle, le 2 septembre, au foyer de Christiane et Yannick CHAUFFAUT-JOLIAT Ch. des Colombaires 63, 1096 CULLY*

* *Nicolas, le 5 septembre, au foyer de Annemarie et Gaston DUTOIT-ROTZLER, B.P. 15, LAMA-KARA / TOGO*

* *Mélanie, le 3 octobre au foyer de Brigitte et Daniel GERARD-MICHON, 44, Building André Louis, F-57158 MONTIGNY-LES-METZ*

mariage

- Georges GOBET, de Massonnens/FR, ancien volontaire au BURUNDI, a épousé Véronique MONDOUX, le 3 octobre à l'église de Neirivue. Adr. 1531 CHATONNAYE

décès

\+ *M. Alcide PRETOT, le 5 septembre, au Noirmont/JU, père de Bernard PRETOT, actuellement volontaire avec sa femme Pascale à SOKODE, au TOGO, B.P. 55*

\+ *M. Georges WERMEILLE, le 15 septembre à Saignelégier, père de Soeur Laetitia Wermeille, ancienne volontaire à Madagascar. Rue de la Marion 65 F-85100 LES SABLES D'OLONNE*

\+ *Mme Hedwige SEURET, le 8 septembre à Courrendlin, mère de Marie-Françoise Seuret, Rue du Temple 22, 2854 BASSECOURT*

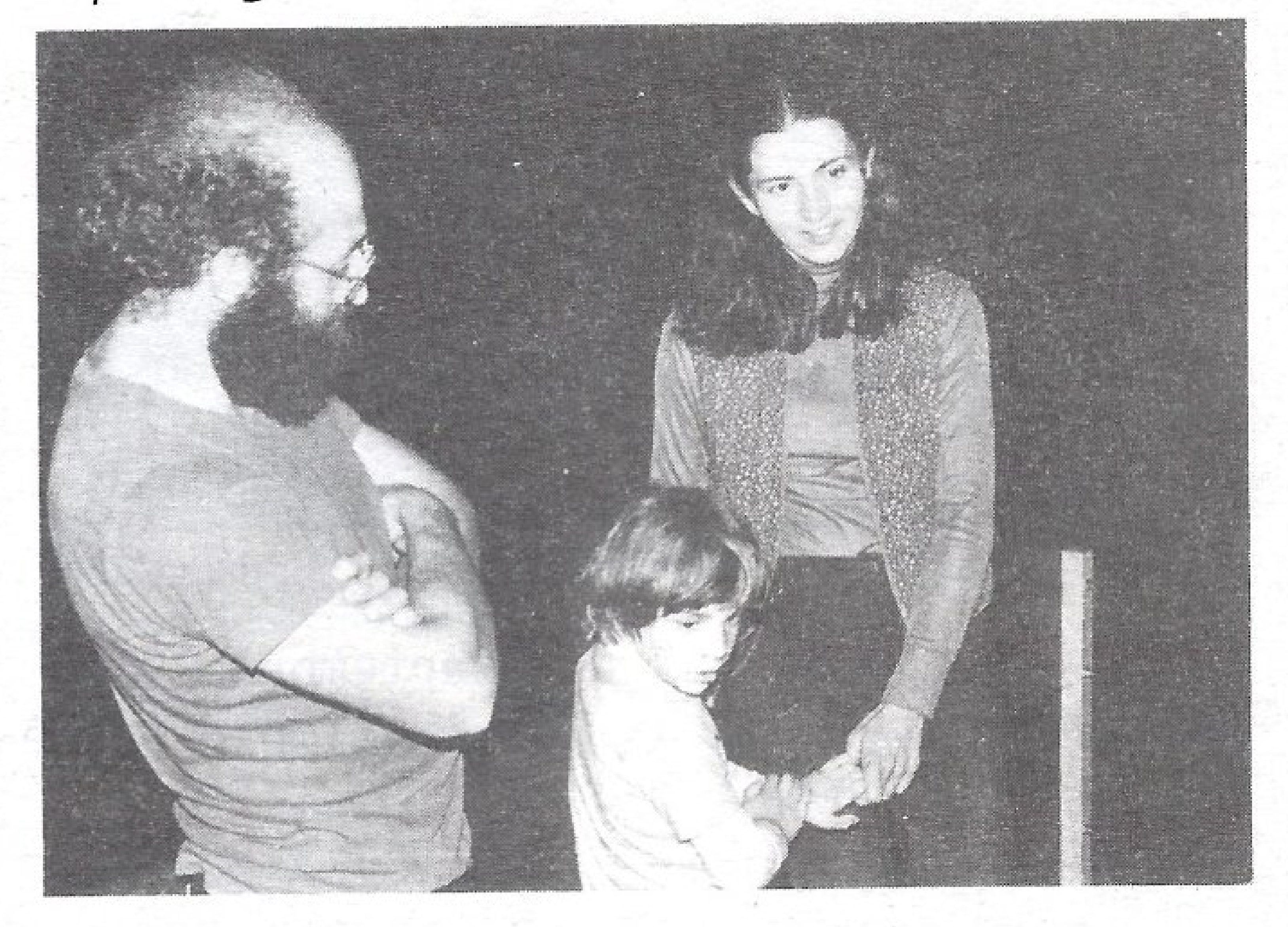
NOUS RAPPELONS LE NETTOYAGE DES CHALETS DU BOUVERET LE SAMEDI 14 NOVEMBRE

ANNONCEZ-VOUS - AU SECRÉTARIAT FSF - TÉL. 037 22.00.76
OU À THÉRÈSE DUBOSSON - TÉL. 025 81.19.51

De retours... de CASABLANCA : Anne-Marie et Adrien LAURENT-BUSCHINI

Départs... pour CASABLANCA :

Jean-Pierre et Christine DUPONT + José,
dépannage et médecine



Arlette DEBONNEVILLE,
secrétariat



POSTES A REPOURVOIR D'URGENCE :

BELGIQUE :	L'ARCHE / APOSTOLAT	1 VOLONTAIRE
ENGLAND :	ISAAMIC CENTER BIRMINGHAM	1 VOLONTAIRE AVEC EXPÉRIENCE PÉDAGOGIQUE
USA :	MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE BUFFALO	1 VOLONTAIRE AVEC ÉTUDES DE SCIENCES NATURELLES OU MÉDECINE

A l'occasion de son 20ème anniversaire, la"Direction de la coopération au développement et de l'aide humaintaire" (DDA), anciennement "coopération technique Suisse" et la Maison de distribution "Cactus Film" a sélectionné un programme de 4 films réalisés par des auteurs du tiers monde. Cette action s'inscrit dans un cadre de sensibilisation de l'opinion publique suisse.
Ces 4 films seront projetés dans la plupart des cinémas de Suisse dans le courant de la saison cinématographique qui débute. Elle a commencé à Lausanne, au cinéma Colisée le 12 octobre. Vevey et Montreux ont suivi et le public aura l'occasion de voir ces films en décembre à Genève. Janvier, février, mars, Fribourg, Neuchâtel, Valais. Voir programmation au moment de la projection dans les journaux régionaux.

DÜŞMAN / Zeki Ökten, Yılmaz Güney
(L'ennemi) **Turquie, 1979/81**

EL ARD / Youssef Chahine
(La terre) **Egypte, 1968**

EL CASO HUAYANAY: TESTIMONIO DE PARTE / Federico García Hurtado
(L'affaire Huayanay: un témoignage) **Pérou, 1980**

AKALER SANDHANE / Mrinal Sen
(A la recherche de la famine) **Inde, 1980**

Lettres d'outre-mer...



NOTES DE VOYAGE...

de l'Abbé Xavier ARBEX, aumônier romand FSF lors de son voyage au Rwanda, Burundi et Tanzanie en juillet 1981, suite à des entretiens avec deux missionnaires Européens.
Ces notes sont évidemment des pistes de discussion de la part de quelqu'un qui voulait d'abord écouter et découvrir une partie de l'Afrique dans un bref et premier contact...

<u>CONSIDERATIONS GENERALES</u> - Entretien avec le Père de Rosny

Le métissage n'existant pratiquement pas, il n'y a aucune fusion entre Blancs et Noirs en Afrique noire (sauf dans les colonies portugaises). D'où l'immense difficulté de relations et de compréhension d'une mentalité par l'autre. C'est ce qui frappe avant tout : le Blanc ne peut pas être Africain. Cela amène de considérables frustrations pour le missionnaire : se sentir très loin du peuple pour qui et avec qui il veut travailler.
Il n'y a aucun espoir de théologie de la libération sur le continent actuellement, car pour l'Africain, celui qui est opprimé ou vaincu est totalement oublié, laissé pour compte (sauf par sa famille).
Déjà, on ne peut parler de théologie pour l'Africain. Il n'est pas théologien. Ceux qui le sont sont des intellectuels. Même "la théologie africaine" n'a un certain écho que chez certains spécialistes.
Dans la formation des prêtres, il faut savoir que 84 % sont entrés au petit séminaire et que par conséquent, la majorité du clergé est déconnecté de sa culture déjà dans sa jeunesse. Le prestige du sacerdoce, lié à un certain pouvoir, ne contribue pas au fait que le clergé autochtone soit conscient des causes populaires et proches des plus pauvres. Déjà la religion en soi est pour l'Africain liée à un certain pouvoir.
Pour l'âme africaine, très religieuse, la croyance ne peut être servie par la raison. La foi est cosmique, très cohérente, dans un ensemble religieux qu'il ne faut ni toucher, ni étudier. Il faut simplement le découvrir et le vivre naturellement.

Ce que cherche l'Africain dans sa religion est triple :

1. *Une initiation : la religion doit donner une explication au mystère de la vie. Proposer la foi ne suffit pas.*
2. *Une expression mystique : la prière doit permettre une expression très libre et continue de l'âme africaine. Africaniser la liturgie romaine ne suffit de loin pas.*
3. *La guérison doit venir à travers la religion. Le prêtre doit être un guérisseur.*

Tout cela fait que les sectes ont beaucoup de succès.
L'Eglise devrait avant tout proposer une vie religieuse en petites communautés, avec une grande liberté et autonomie. Il est clair que les grands ensembles créés par l'Eglise n'attirent que peu l'Africain.

Entretien avec le Père B. Joinet - Quelques idées :

- *Les chrétiens engagés sont très minoritaires et doivent travailler avec une masse qui ne se pose pas de questions, ou presque. L'Africain sent très peu le besoin d'analyser ou de justifier sa manière d'agir ou de vivre.*
- *Il serait essentiel de prendre le temps de collectionner des faits et ensuite seulement de commencer à tirer des conclusions pour une thématique africaine.*
- *Les Africains désirent l'unanimité pour réaliser quelque chose, il faudra donc de longs palabres, mais à la fin, l'action béneficiera du consensus général.*

Abbé Xavier ARBEX

Lettres d'outre-mer...

Lettre de Narciso Hernandez Caballero, Maître espagnol chargé du projet de construction et d'alphabétisation, dans la communauté de El Zancudal, dans la région de Yali au Nicaragua, en remerciement à Frères sans frontière.

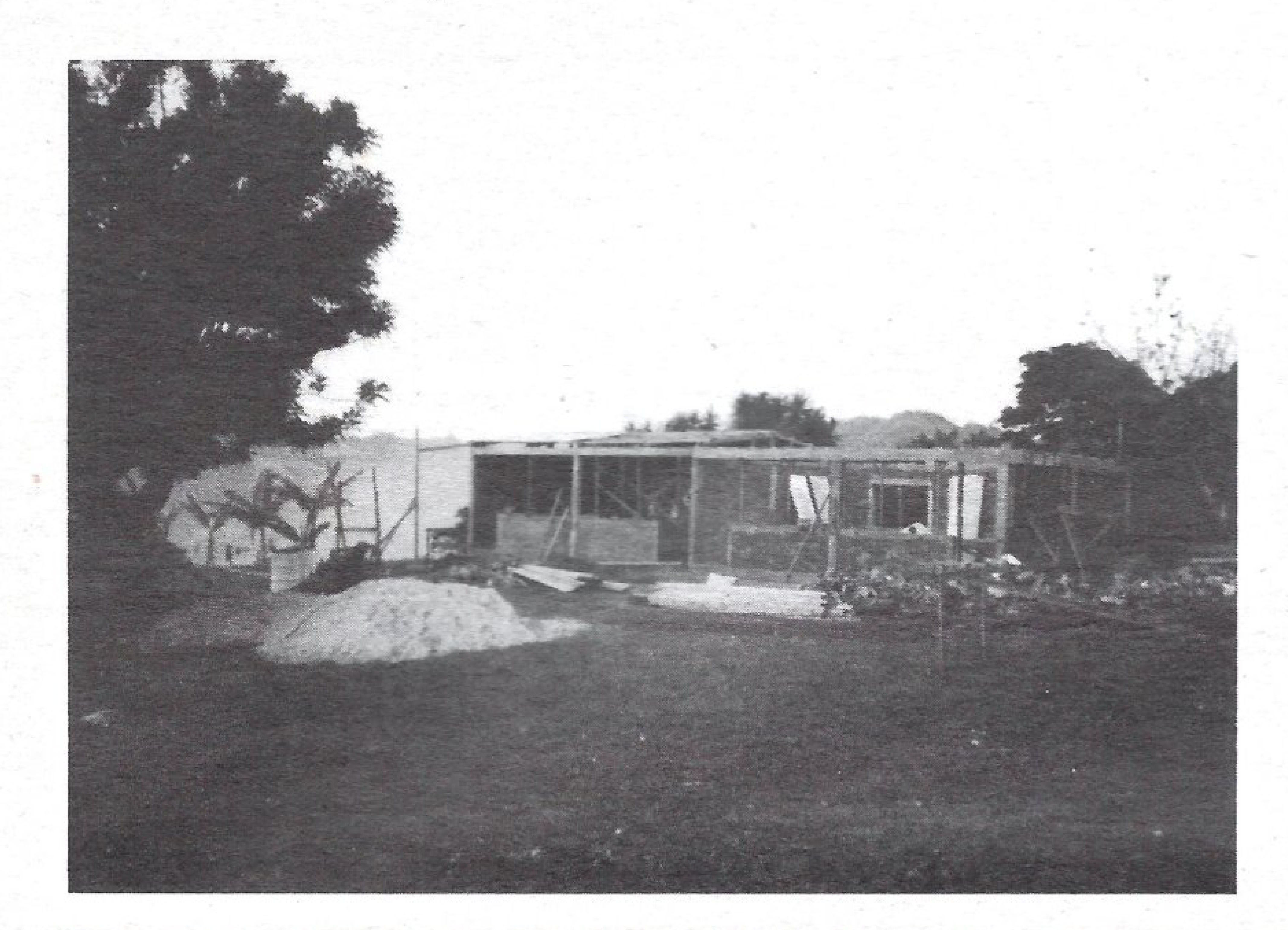
Avant de vous présenter le travail effectué dans notre communauté, nous tenons à vous remercier chaleureusement pour l'aide importante que vous nous avez apportée. Les effets de cet appui furent multiples.
A partir de cette contribution, notre communauté a appris à s'unir davantage que dans le passé, ses membres ont dû prendre des responsabilités en commun, collaborer et apprendre à s'entraider.
Notre première tâche a été la construction d'une école de quatre salles dans la communauté de El Zancudal, dans la région de Yali, département de Jinotego. Pour atteindre ces objectifs, il fut nécessaire de bien organiser la communauté.
Comme maîtres qui avons vécus avec les paysans, nous devons avouer que dans un premier temps, les paysans ne voyaient pas la possibilité matérielle de créer une école de quatre salles. Ils ont toujours vécu éloignés de tous les bénéfices sociaux de l'Etat ; jamais ils n'avaient vu une construction aussi grande. Pour cette raison, notre premier travail fut de prouver aux gens du village que le projet était réalisable, que la communauté pouvait être capable, moyennant l'union et le travail, de réaliser ce rêve.
Rapidement, il y eu des personnes qui se sont jointes à nous pour effectuer ce travail. D'autres personnes, cependant, ont dû voir les premiers murs construits pour se convaincre et alors ont pu s'unir aux autres pour la fin du travail. Avant le début de la saison des pluies au mois de mai, tout le matériel devait être réuni, car par la suite des pluies, les chemins deviennent impraticables et le village reste quelques fois isolé du monde.
Durant tout le mois d'avril, la communauté s'est occupée à rassembler du matériel (bois, pierres et sable). Tout le travail s'est fait avec les moyens rudimentaires qui se trouvent à la montagne : boeufs, charrettes, etc...



Il est important de souligner le travail immense réalisé pour la fabrication des briques. Il a fallu trouver le sable approprié pour fabriquer les briques une à une, moyennant des moules. Lorsqu'elles furent séchées, il a fallu construire un four pour les cuire et trouver le bois nécessaire à l'alimentation de ce four. Au moment où les briques furent cuites, il a fallu beaucoup de précaution pour les transporter sur le lieu de la construction.

Lettres d'outre-mer...

Après deux mois et demi de travail, l'école est terminée. Avec quatre salles et une capacité de 120 élèves, cette école ne répondra pas seulement aux besoins d'éducation de notre communauté, mais aussi aux communautés voisines : Los Terreros et Los Portillos.
Ces installations serviront aussi pour toutes sortes d'activités (politiques, culturelles, réunions), car c'est le plus grand bâtiment de toute la région. De plus, le soir les salles sont employées pour l'éducation populaire de base d'adultes.
Pour terminer, nous aimerions remarquer que votre contribution pour la construction de l'école "Rigoberto Lopez Perez" à El Zancudal et l'esprit de sacrifice des paysans de la zone, ont abouti à ce merveilleux résultat. Notre école est un symbole exemplaire de la transformation que subit la société nicaraguayenne et un symbole des objectifs populaires de cette révolution.



Nous tenons à vous remercier une fois encore pour votre participation à ce projet merveilleux.

El Zancudal, le 18 août 1981

TOURISME AVEC SEXE A LA CLEF A BANGKOK, MANILLE, MOMBASA...

INVASION DE TOURISTES RECRUTES PAR LES GRANDES AGENCES DANS LES REGIONS DU TIERS MONDE FORTEMENT ATTACHEES A LEURS TRADITIONS...

CALL-GIRLS ASIATIQUES DANS LES BARS SUISSES ... FEMMES PHILIPPINES OFFERTES EN MARIAGE DANS LE "BLICK", DANS "24 H."...

QUI VEUT CONTRIBUER A LANCER UNE ASSOCIATION CRITIQUE A L'EGARD DU

TOURISME?

Parallèlement à ce qui se fait en Suisse allemande depuis quelques années, nous voulons lancer en Suisse romande UN GROUPE D'ACTION CONCERNANT LE TOURISME DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT ET DANS LES REGIONS DE MONTAGNE EN SUISSE.

Tous les intéressés se retrouveront

SAMEDI 28 NOVEMBRE 1981 de 10.00 à 16.00 HEURES AU C.U.C. A LAUSANNE
(Centre universitaire catholique) Boulevard de Grancy 29-31.

Inscriptions pour le repas de midi auprès du Service d'Information Tiers Monde, Chemin des Epinettes 10 - 1007 LAUSANNE tél. 021 27'43'53

EN FERMANT CE JOURNAL, N'AVEZ-VOUS RIEN LAISSÉ TOMBER ?
SERAIT-CE UN BULLETIN DE VERSEMENT ?
POURQUOI NE PAS LE REMPLIR TOUT DE SUITE ?
LES MOUVEMENTS VOUS EN SERONT RECONNAISSANTS.

SOIREES DE FORMATION

En NOVEMBRE PROCHAIN, Magasins du Monde, Frères sans Frontière, Groupe volontaires outre-mer et la Déclaration de Berne organisent ensemble des soirées de formation et de sensibilisation aux problèmes de développement et aux relations Suisse-Tiers-Monde. Dans les six cantons romands, trois soirées par région.



1) THEME : LE MALDEVELOPPEMENT ET LES RELATIONS SUISSE-TIERS-MONDE

1ère soirée : LES MECANISMES DE LA DOMINATION NORD-SUD (investissements, échanges, rôle des transnationales... Illustration avec des exemples suisses).

2ème soirée : LE RÔLE DE LA PLACE FINANCIERE SUISSE ET LE TIERS-MONDE.

3ème soirée : QUE FAIRE ?

2) BUTS :

- Offrir aux membres de nos mouvements et aux personnes intéressées une *formation de base*, comprenant quelques connaissances minimales et, surtout, une grille de compréhension, d'analyse des principaux mécanismes du maldéveloppement.
- analyser et évaluer nos actions... et orientations...

3) DEROULEMENT :

Ces trois soirées de formation seront animées par un membre de l'un des quatre mouvements-organisateurs, avec la participation d'un "conférencier" lors des deux premières rencontres. D'autres informations suivront. Dans l'immédiat, RESERVEZ VOS DATES !

JURA (Moutier, Hôtel Suisse)
les lundis 16, 23, et 30 novembre
NEUCHATEL (Centre de loisirs)
les lundis 2, 9 et 16 novembre
VAUD (Lausanne, CUC)
les lundis 9, 16 et 23 novembre
FRIBOURG (Centre Fries)
les lundis 16, 23 et 30 novembre
VALAIS (Martigny, ancienne salle communale)
les vendredis 13, 20 et 27 novembre
GENEVE (Maison de Quartier, Acacias)
les lundis 2, 9 et 16 novembre

INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Atelier offset J.-D. Perrin — Av. Morges 161 — 1004 Lausanne

J.A. 2056 DOMBRESSON